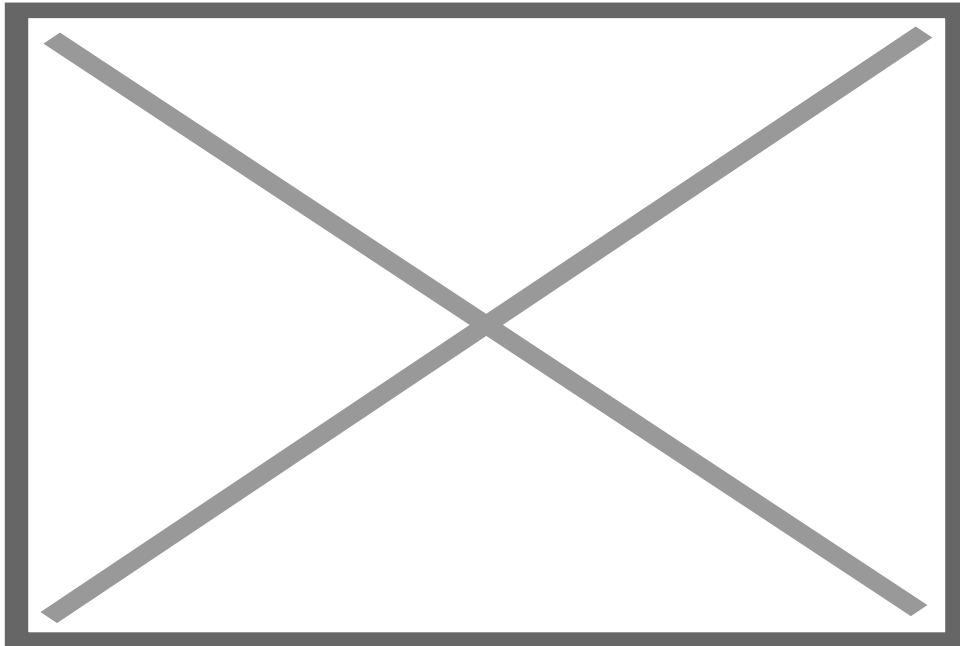


Trump, Jérusalem et l'avenir de la Palestine

Description

Par Nur Arafah, Dana El Kurd, Munir Nuseibah, Victor Kattan, Tareq Baconi, le 18 décembre 2017



Des femmes palestiniennes tiennent une banderole pendant une manifestation à Gaza contre la décision du président américain Donald Trump de reconnaître Jérusalem comme capitale d'Israël, le 17 décembre 2017. Photo: Ashraf Amra

Que signifie la reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël pour l'avenir de la Palestine et pour les Palestiniens, et que révèle-t-elle de la politique américaine ? Les analystes politiques d'Al-Shabaka examinent ces questions et conseillent à la société civile et aux dirigeants de Palestine des voies pour sauvegarder les droits des Palestiniens face à un tel retour en arrière.

Nour Arafah estime que l'annonce de Trump cimente le régime d'apartheid israélien et la politique de « judaïsation » de Jérusalem et en appelle à l'AP pour qu'elle mette fin à la coordination avec Israël et déclare nuls les accords d'Oslo. Dana El Kurd argumente que la prise de position américaine crée deux cadres juridiques opposés pour Jérusalem, un qui suit le droit international et un autre qui s'incline devant les intérêts israéliens. « La déclaration de Trump établit un précédent vers une reconnaissance juridique plus large à l'avenir » critique-t-elle. « Les Palestiniens devraient considérer de nouvelles façons de résister à la colonisation israélienne ».

Mounir Nouseibah estime quant à lui que l'évolution actuelle confirme que les USA sont un mauvais médiateur. « Le seul résultat positif est que cela met fin à l'illusion que « le processus de paix » est légitime », a-t-il critiqué.

Victor Kattan et Tareq Baconi recommandent à l'AP des voies pour répondre et avancer. Tandis que Kattan met en avant un certain nombre de stratégies à l'intention des dirigeants, dont le fait d'appeler davantage d'états à reconnaître la Palestine et à consacrer plus d'énergie à produire une vision concrète de l'état que le leadership entend établir, Baconi en appelle à l'AP pour qu'elle se restructure dans la perspective de réorienter la lutte palestinienne mais de manière à atténuer les inconvénients économiques de sa chute.

Nour Arafah

L'annonce de Trump cimente le régime d'apartheid d'Israël et la politique de « judaïsation » de Jérusalem et en accablent la possession des Palestiniens. Depuis le début de l'occupation de 1967, Israël s'est engagé dans la transformation de Jérusalem, ville multi-religieuse et multi-culturelle, en ville juive « réunifiée » sous son contrôle exclusif.

Cela a accablé la judaïsation de la ville via une politique qui affecte son paysage géographique et physique, censée endiguer la « menace démographique » que représenteraient les Palestiniens. Au nom de cette politique la construction du Mur a commencé en 2002 ; la révocation du statut de résidents des Jérusalimites palestiniens s'est faite sous le prétexte de « violation d'allégeance » ; des restrictions ont été appliquées au regroupement familial ; une politique urbaine et d'aménagement discriminatoire a été mise en œuvre ; les principales institutions palestiniennes de Jérusalem-Est ont été fermées. Un effondrement économique déconcertant a accompagné cette politique, comme l'ont mis en évidence la dégradation du secteur du tourisme et la cession commerciale de la Vieille Ville.

En reconnaissant Jérusalem comme capitale d'Israël, l'administration américaine donne carte blanche au gouvernement israélien pour son action de judaïsation, pour l'expansion des colonies israéliennes illégales et pour une intensification des mesures israéliennes d'annexion et de la politique discriminatoire contre le peuple palestinien. Évidemment, après l'annonce de Trump, le ministre israélien du logement, Yoav Galant a annoncé un plan de construction de 14 000 unités de logement dans des colonies de Jérusalem occupées.

En outre, l'annonce de Trump encourage les incursions d'Israéliens juifs de droite sur l'esplanade de la mosquée d'Al-Aqsa à se développer à des incursions qui ont provoqué des heurts avec des Palestiniens. Elles sont susceptibles de déclencher une violence à grande échelle et un bain de sang, tout comme en 2000 lorsque le passage provocateur d'Ariel Sharon sur l'esplanade a entraîné la deuxième intifada. De plus, toute menace sur Al-Aqsa dont les extrémistes israéliens souhaitent le transfert à La Mecque afin de construire un temple sur le site allumerait des éruptions majeures dans le monde arabe et musulman. Cela serait cause de la polarisation religieuse de ce qui a été historiquement un conflit politique, enraciné dans la possession forcée, le déplacement, le nettoyage ethnique et la marginalisation économique des Palestiniens.

L'AP devrait répondre à la déclaration de Trump en cessant de se coordonner avec Israël et en déclarant nuls les accords d'Oslo, mettant ainsi fin au soi-disant processus de paix et au rôle discuté des États-Unis comme « honnête médiateur pour la paix ».

Dana El Kurd

Les USA n'ont jamais été un honnête médiateur sur la question de la Palestine et leur reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël ne fait que le confirmer. Le geste des États-Unis aura des effets profonds par le précédent juridique qu'il instaure, de même que sur la vie des Palestiniens sous occupation.

L'annonce de Trump crée deux cadres juridiques opposés sur la question de Jérusalem : c'est du moins ce qu'Israël va avancer. Le droit international n'a pas changé et une grande majorité dans le monde a exprimé son adhésion à l'idée d'une capitale partagée. Pour autant, quand la superpuissance du monde qui siège au Conseil de Sécurité de l'ONU et contrôle des bases militaires sur toute la planète décide unilatéralement qu'une partie au conflit est propriétaire d'un territoire contesté, cela établit un précédent pour une reconnaissance juridique plus large à l'avenir. Des recherches ont montré qu'en dépit de l'apparence de multiculturalisme, les USA peuvent exercer une large influence sur les positions et la politique des organisations internationales. Le consensus actuel à l'ONU sur la question de Jérusalem ne suffit donc pas : si les USA ont pris une position, nous pouvons nous attendre à ce que ses alliés les suivent et utilisent la décision américaine comme justification.

La déclaration apportera aussi une couverture légale encore plus grande pour la poursuite de la colonisation israélienne dans ce qu'il restera des zones palestiniennes de Jérusalem. En complément du vol de terre palestinienne dans Jérusalem-Ouest en 1948, Israël a aussi développé les colonies à Ma'ale Adoumim et Pisgat Ze'ev au nord de Jérusalem-Est.

Israël a aussi utilisé le Mur pour couper des quartiers palestiniens tel Abou Dis qui est contigu à la municipalité officielle de Jérusalem. Les habitants des zones restantes de Jérusalem-Est vivent dans des conditions économiques difficiles, payant des impôts au gouvernement israélien pour des services dont ils ne bénéficient jamais. Ils courent aussi constamment le risque de voir leur maison détruite ou d'être expulsés en pleine nuit par des colons accompagnés de soldats armés.

Le geste de Trump intervient en même temps que de graves polarisations au sein des gouvernements arabes à un moment que l'administration américaine et ses prestataires israéliens ont préparé et dont ils ont tiré leur avantage. Ils ont aussi profité du fait qu'un bon nombre de régimes arabes se sont eux-mêmes alignés sur le camp Trump-Kushner dans la politique américaine, alors même que l'administration et la famille Trump sont mis en examen et de plus en plus impopulaires chez les Américains. De plus, ce geste s'est produit malgré le fait qu'une écrasante majorité d'Arabes considèrent que la cause palestinienne leur importe personnellement à tel point que des manifestations ont éclaté de la Tunisie au Qatar. Mais, comme d'habitude, des régimes autocratiques arabes semblent penser que la répression à court terme vaincra les aspirations et les allégeances de leurs citoyens.

En réponse à ce niveau sans précédent d'arrogance américaine et de connivence des régimes arabes, les Palestiniens devraient être prêts et désireux de considérer de nouvelles voies de résistance à la colonisation israélienne. Cela devrait comporter une évaluation sérieuse sur la question de savoir si le paradigme de deux États imposé par les accords d'Oslo est définitivement dépassé.

Mounir Nuseibah

La reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël par Trump envoie le message que quel que soit le degré de violation du droit international par Israël, de telles violations ne demandent que du temps pour être reconnues. Israël a colonisé la partie ouest de Jérusalem depuis 1948 et sa partie est depuis 1967, déplaçant pendant tout ce temps-là la population indigène palestinienne pour accroître la part des habitants juifs. Cette politique a été menée en violation du droit international et la communauté internationale s'est systématiquement abstenue de reconnaître sa légitimité. La rupture de ce consensus par Trump est un précédent dangereux qui favorise l'affirmation par Israël que la force fait le droit.

Après le discours de Trump, le président palestinien Mahmoud Abbas a déclaré que les USA ne sont plus un médiateur fiable pour le processus de paix. Le geste de Trump confirme simplement ce qu'on savait déjà : les USA ne sont pas un médiateur neutre et c'est une des principales raisons de l'échec de ce processus de paix. Même Obama, qui semblait vouloir exercer une certaine pression sur Israël pour arrêter la construction des colonies en Cisjordanie, a échoué à cause de l'immense pouvoir des cercles politiques et des médias américains. Trump n'est donc pas le seul problème.

Le seul résultat positif du geste de Trump est qu'il met fin à l'illusion de la légitimité du processus de paix. Il force l'OLP à repenser complètement la cause palestinienne, y compris la viabilité de la solution à deux États. Pour autant, l'OLP ne semble pas avoir de stratégie alternative au statu quo. La société civile palestinienne devra même jouer un rôle plus important pour défendre les droits des Palestiniens aux niveaux local, régional et international.

Victor Kattan

La réponse de l'AP à l'annonce de Trump sur Jérusalem était prévisible. Ses dirigeants ont publié une déclaration indignée. La Ligue Arabe et l'Organisation de Coopération Islamique (OCI) ont tenu des sommets d'urgence. Il y a eu trois jours de colère.

Mais il est futile de la part d'États arabes ou d'organisations internationales de publier des résolutions demandant aux États Unis d'inverser leur position. Trump ne va pas dénoncer sa déclaration. Tandis que les effets de manche de l'AP vont lui donner quelques jours ou semaines de répit, les gens vont exiger des résultats. Pratiquement aucun gouvernement arabe n'a convoqué un ambassadeur américain ou un chargé d'affaires pour leur demander de protester contre la décision. Le président Abbas a dit que la Palestine transférerait tout le dossier du conflit aux Nations Unies, mais on a du mal à voir ce que l'ONU peut faire. Tant qu'il n'y a pas de pression sur Israël, il y aura peu de changement. Malgré le discours audacieux du président Erdogan à l'OCI, la Turquie ne fait pas grand chose pour aider les Palestiniens, concrètement. Au lieu de suspendre les relations diplomatiques avec Israël comme

Erdogan a dit qu'il le ferait, Ankara noue des relations plus étroites avec Tel-Aviv. Il en va de même pour de nombreux États arabes.

Il est nécessaire que l'AP adopte une approche plus sophistiquée. Elle doit dire clairement que la reconnaissance de Jérusalem comme capitale partagée d'un État palestinien en paix avec Israël est la norme de tout engagement futur auprès des États Unis. La direction palestinienne devrait faire appel à plus d'États pour la reconnaissance de la Palestine, en particulier les États européens qui sont assis entre deux chaises. L'AP devrait dire clairement à l'UE qu'elle ne se satisfait pas de la réputation des déclarations annuelles après anné. L'UE devrait considérer la possibilité de publier une déclaration du type de celle de Trump disant que l'UE reconnaît Jérusalem comme la capitale de la Palestine mais que cette reconnaissance n'affecte pas le futur statut de Jérusalem, ni les frontières, ni les lieux saints. Étant donné que l'UE est peu susceptible d'être d'accord avec cette proposition, au niveau du Conseil, l'AP devait encourager des États européens individuellement à rompre les rangs et à reconnaître la Palestine, ainsi que l'Islande, la Suède et le Vatican l'ont fait. L'AP devrait créer une taskforce, identifier les États qui seraient favorables à une telle initiative et s'adresser à eux.

L'AP pourrait aussi considérer la possibilité de demander à des États qui ont des consulats généraux à Jérusalem-Est de les faire accéder au niveau d'ambassades de l'État de Palestine. La Suède, la Turquie et le Vatican l'ont déjà fait. L'AP devrait demander à la Belgique, à la France, à l'Italie, à l'Espagne et à la Grande Bretagne de faire de même. L'AP devrait aussi demander à l'administration Trump ce qu'elle prévoit de faire de son consulat général à Jérusalem. Pour empêcher Israël de déclasser le statut de consulat général, la Belgique, la France, l'Italie, l'Espagne et la Grande Bretagne peuvent agiter la carotte de la reconnaissance de Jérusalem-Ouest comme capitale d'Israël et de Jérusalem-Est comme capitale d'un État de Palestine, tout comme l'a fait la Russie un peu plus tôt cette année. De plus, l'UE pourrait conditionner le déplacement des ambassades de ses autres États membres de Tel Aviv à Jérusalem à un arrêt total de la construction de colonies par Israël.

Il est possible que certains ministres israéliens fassent appel au gouvernement pour qu'il annexe la zone C de Cisjordanie. On peut douter que Netanyahu le fasse tant qu'il est premier ministre. Par précaution, l'AP peut vouloir considérer la possibilité de demander à l'Assemblée générale de l'ONU de demander un avis consultatif à la Cour Internationale de Justice sur les conséquences juridiques (ou du moins une mention) de la reconnaissance de Trump, à la lumière des précédentes résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU qui ont qualifié l'annexion de Jérusalem de « nulle et non avenue ».

L'AP devrait davantage canaliser son énergie à élaborer une vision palestinienne concrète de l'État qu'elle veut établir à Jérusalem-Est, en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, et développer une communication claire et efficace à l'échelle mondiale. La meilleure façon de le faire serait que la direction palestinienne publie un schéma actualisé de la solution à deux États qui devrait aller plus loin que l'Initiative de Paix Arabe (IPA) qui pourrait alors être la base de discussions constructives avec Israël. Impliquer des États arabes dans des conversations de paix avec Israël n'est pas nécessairement une mauvaise stratégie, mais l'AP doit exprimer clairement quel est son but ultime et ce sur quoi elle est prête à négocier. L'AP doit prendre l'initiative de conduire ces conversations et ne pas laisser d'autres États arabes venir avec des propositions de paix qu'ils auront pensées pour

les Palestiniens. Ces États n'ont pas l'expertise ni la connaissance qu'ont les Palestiniens de leur propre situation. Lorsque les passions se seront calmées, l'AP se rendra quand même compte qu'elle devra traiter avec les États Unis, avec Israël et avec le fait que Jérusalem reste sous occupation israélienne.

L'AP doit continuer à signifier clairement que le différend israélo-palestinien n'est pas une question religieuse. Elle devrait engager les dirigeants religieux chrétiens, juifs et musulmans à envoyer un message clair aux USA disant que Jérusalem est sacrée pour toutes les religions et que les Palestiniens ne désirent pas voir se prolonger les troubles.

L'AP doit s'assurer que les manifestations en Cisjordanie restent pacifiques et le Hamas doit cesser d'envoyer des roquettes en Israël. Les Palestiniens de Jérusalem doivent rester inébranlables et faire entendre leur voix. Les militants palestiniens devraient donner la parole aux leaders locaux et aux dirigeants religieux et collaborer avec les médias.

La coopération pour la sécurité avec Israël devrait continuer, mais il devrait être clairement signifié aux États qui financent les services de sécurité palestiniens que cette coopération se fera plus difficilement s'ils ne reconnaissent pas un État de Palestine avec Jérusalem pour capitale.

Tareq Baconi

La reconnaissance par Trump de Jérusalem comme capitale d'Israël a rendu plus incertain que jamais l'avenir de l'Autorité Palestinienne. Il faut affirmer fortement que le leadership palestinien actuel doit démissionner et que l'AP doit être démantelée, étant donné qu'elle a activement soutenu la farce selon laquelle une limitation de son auto-organisation couplée avec des négociations pourrait conduire à la libération et à la jouissance d'un État.

L'AP offre néanmoins un filet de sécurité crucial pour les Palestiniens sous occupation et son effondrement aurait un impact significatif sur ceux dont les conditions de vie en dépendent. Donc, les membres de la société civile de même que les leaders palestiniens doivent commencer à prendre des mesures pour restructurer l'AP d'une manière qui affaiblirait la nuisance au plan économique entraînée par l'effondrement de l'AP, tout en s'assurant qu'elle ne continue pas à agir comme un sous-traitant de l'occupation israélienne.

Un certain nombre de mesures immédiates doivent être prises. Tout d'abord, la coordination sécuritaire doit cesser. Plutôt que de réprimer des actes de désobéissance civile et des actions de résistance, l'AP doit autoriser et donner des moyens à de telles actions selon des lignes directrices claires formulées dans un cadre représentatif. Plus important, l'AP doit être reconfigurée pour soutenir une ré-orientation de la lutte palestinienne. L'OLP devrait en être la tête et elle doit évoluer à partir des négociations vers une lutte anti-apartheid basée sur les droits.

Les militants, dirigeants et membres de la société civile de Palestine devraient être le fer de lance de cette ré-orientation de plusieurs façons. Cela comporte le renforcement d'alliances visant à élever le niveau de la solidarité internationale avec la lutte palestinienne, étendre et renforcer la croissance d'un mouvement mondial de boycott, porter des cas devant la Cour

Palestine Internationale et utiliser les outils qui ont été protégés (et paradoxalement classés) dans des instances internationales dont l'ONU, accroître la pression sur les membres de la communauté internationale pour qu'ils tiennent Israël responsable de ses violations du droit international.

Alors que les Palestiniens sont susceptibles de souffrir au maximum du retour de bêtise qui suivra, ils devront mener dans les territoires occupés des actions de désobéissance civile contre leurs dirigeants politiques en Cisjordanie, y compris à Jérusalem-Est, et dans la bande de Gaza pour avoir accès à une réconciliation effective et à la poursuite de la réforme de l'OLP, aussi bien que contre l'occupation. Dans la diaspora de la région, la communauté palestinienne doit se mobiliser contre les régimes arabes plus puissants que jamais dans leur collusion avec Israël et l'administration Trump. Aux États-Unis et au Royaume Uni, la diaspora palestinienne doit continuer à faire des progrès afin de donner plus de puissance au mouvement de solidarité internationale tout en développant au plan stratégique le pouvoir du mouvement palestinien à la base pour faire avancer une lutte fondée sur les droits.

Présentation des auteur-e-s:

Nur Arafeh

Nour Arafeh, analyste de Al-Shabaka a été membre de l'équipe de politique palestinienne de 2015 à 2017. Nour est actuellement boursière de la Fondation Rhodes et elle prépare un doctorat en développement économique à l'Université d'Oxford. Auparavant, elle a travaillé comme chercheuse associée à l'Institut de recherche sur la politique économique palestinienne (MAS) et a été intervenante invitée en économie au Bard College de Al-Quds. Elle est titulaire d'une double licence en sciences politiques et en économie de l'Université Columbia et détient un DEA de philosophie en études de développement de l'Université de Cambridge.

Dana El Kurd

Membre d'Al-Shabaka, Dana El Kurd détient un doctorat en science de gouvernement de l'Université du Texas à Austin. Elle se spécialise en politiques comparées et en relations internationales. Sa thèse explore la façon dont les parrains internationaux influent sur le renforcement autoritaire dans les territoires palestiniens. Dana écrit régulièrement pour des publications telles que Al-Araby, al-Jadded, le Washington Post's Monkey Cage blog et Foreign Affairs. Elle travaille actuellement en tant que chercheuse au Centre Arabe pour la recherche et les études sur la politique et son institution sœur, l'Institut d'études avancées de Doha.

Mounir Nouseibah

Conseiller politique d'Al-Shabaka, Mounir Nouseibah est avocat spécialisé sur les droits humains et universitaire basé à l'Université Al-Quds de Jérusalem, en Palestine. Il est assistant professeur à la faculté de droit de l'Université Al-Quds ; il est aussi directeur (et cofondateur) de la clinique pour les droits humains de Al-Quds, le premier programme du monde arabe accrédité pour la formation post doctorale en droit; et il est directeur du Centre d'action communautaire de Jérusalem. Il est titulaire d'une maîtrise en études de droit international du Washington College de droit de l'Université américaine de Washington DC

et d  un doctorat de l  Universit   de Westminster    Londres, au Royaume Uni, où sa thèse traite des déplacements forcés dans le conflit palestinien, droit international et justice transitionnelle.

Victor Kattan

Conseiller politique d  Al-Shabaka, Victor Kattan est chercheur senior de l  Institut du Moyen Orient de l  Universit   nationale de Singapour. Auparavant, il a été directeur de programme    Al-Shabaka et était boursier postdoctoral    la faculté de droit de l  Universit   nationale de Singapour. Il est l  auteur de   « *From Coexistence to Conquest: International Law and the Origins of the Arab-Israeli Conflict, 1891-1949* »³ (*de la coexistence    la conquête : le droit international et les origines du conflit arabe-israélien, 1891-1949*) (Londres, Pluto Books 2009) et de   « *The Palestine Question in International Law*    » (*la question palestinienne dans le droit international*) (Londres, Institut britannique de droit international et comparé, 2008). Il a été conseiller juridique du Projet de soutien aux négociations palestiniennes de 2012-2013 et assistant    l  Universit   de l   cole de Londres d   tudes Orientales et Africaines (SOAS) de 2008    2011, où il a obtenu son doctorat en 2012. Il a travaillé pour l  Institut Britannique de droit international et comparé de 2006    2008, pour Arab Media Watch de 2004    2006 et pour le Centre de ressources BADIL pour le droit de résidence des Palestiniens et les droits des réfugiés de 2003    2004.

Tarek Baconi

Analyste d  Al-Shabaka, Tareq Baconi a été membre d  Al-Shabaka sur la politique américaine de 2016    2017. Son livre en préparation   « *Hamas Contained : The rise and pacification of Palestinian Resistance* (Le Hamas confiné : essor et pacification de la résistance palestinienne) est publié par les Presses de l  Universit   de Stanford. Tareq détient un doctorat en relations internationales du Kings Collège de Londres, qu  il a achevé tout en menant une carrière de consultant en énergie. Il est aussi diplômé de l  Universit   de Cambridge (en relations internationales) et du Collège Impérial de Londres (en ingénierie chimique). Tareq a une bourse de séjour sur le Projet Moyen Orient des USA. Ses écrits ont été publiés dans Foreign Affairs, Sada : dotation Carnegie pour la Paix dans le monde, le Guardian, l  Huffington Post, le Daily Star, Al Ghad et Open Democracy.

Traduction : SF pour l  Agence Media Palestine

Source : [Al-Shabaka](#)

date créée
2017/12/22